

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX**

**Prestations de traiteur pour le service valorisation des déchets de Grand Calais, Terres
& Mers**

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics.**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	3
Article 2 - Décomposition du marché	3
2-1-Allotissement.....	3
2-2-Forme du marché	3
Article 3 - Obligations du titulaire	3
3-1-Pièces contractuelles.....	3
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale.....	4
3-2-1-Protection de la main d'œuvre.....	4
3-3-Protection de l'environnement.....	4
3-4-Réparation des dommages.....	4
3-5-Assurances.....	5
3-6-Autres obligations.....	5
3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance	5
Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations.....	5
4-1-Durée du marché - Délai d'exécution.....	5
4-2-Pénalités de retard.....	5
Article 5 - Prix et règlement	6
5-1-Contenu des prix	6
5-2-Variation des prix.....	6
5-3-Modalités de règlement.....	6
5-3-1-Régime des paiements.....	6
5-3-3-Présentation des demandes de paiement.....	6
5-3-4-Répartition des paiements	7
5-3-5-Délais de paiement.....	7
5-3-6-Intérêts moratoires	7
5-4-Périodicité des paiements.....	7
5-5-Avance	7
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	7
6-2-Clauses techniques.....	8
6-3- Détails de la prestation : Préparation et livraison de repas chauds.....	8
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	9
7-2-Admission	9
7-3-Garantie	9
Article 8 - Résiliation	9
Article 9 - Litiges et différends.....	9
Article 10 - Dérogations aux documents généraux.....	9

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations de traiteur pour le service valorisation des déchets de Grand Calais, Terres & Mers

Article 2 - Décomposition du marché

2-1-Allotissement

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du marché

Les prestations donnent lieu à un accord cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum de commande et avec un maximum de commande en application des articles 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

Minimum de commande : 0 € TTC par an --- Maximum de commande : 14 000 € TTC par an

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Article 3 - Obligations du titulaire

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Un **acte d'engagement** : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.
- Le **Cahier des Clauses Particulières** : à dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG - FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JORF n°066 du 19 mars 2009.

- L'offre technique et financière du titulaire constituée des éléments indiqués ci-dessous :
 - o **Le bordereau des prix**
 - o **Le catalogue complémentaire du titulaire, tarifs et barèmes**
 - o **Le mémoire technique établi par le candidat**

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Protection de l'environnement

Sans objet.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du marché - Délai d'exécution

La durée de validité du marché est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 an à compter de la date de notification du marché, reconductible 2 fois 1 an.

4-2-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 500 € en cas de prestation non réalisée.
- 100 € par tranche de 2 heures de retard à la livraison.

Par ailleurs, une pénalité de 5% du montant de la commande pourra être appliquée en cas de non-respect du présent CCP (température de livraison des plats chauds, non-respect de la commande, non-respect de la chaîne du froid, etc.).

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Pendant son exécution, le marché pourra être complété par de nouvelles prestations sur présentation d'un devis avec justificatif. Ces prestations devront être de même nature que les prestations du marché.

Les devis seront établis gratuitement.

5-2-Variation des prix

Les prix sont ajustables annuellement suivant les modalités définies ci-après.

Les prix sont ajustés le lendemain de la date anniversaire de la notification du marché dans les conditions prévues à l'article 10-2 des clauses Administratives Générales — Fournitures Courantes et Services et sur la base des conditions économiques reprises ci-dessus.

L'ajustement est applicable à l'ensemble des prix du marché.

Cet ajustement sera basé sur la substitution du bordereau des prix, catalogue de prix, barème ou bordereau du fournisseur par un nouveau document établi pour la nouvelle année.

Dans le cas où le fournisseur aurait basé son offre sur des niveaux de remise, ces niveaux de remise resteront inchangés.

Toutefois, le changement de document de référence ne sera pris en compte que si les nouvelles références ont été dûment notifiées à la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception postal, ou contre récépissé, dans un délai de **deux mois** avant toute prise d'effet dudit ajustement.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;

- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande. Le point de livraison sera toujours situé sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers.

6-2-Clauses techniques

Le prestataire doit également veiller au strict respect des normes de sécurité et d'hygiène alimentaire en vigueur et il devra garantir la fraîcheur de tous les produits proposés. **Il devra assurer la traçabilité de tous les produits et denrées fournis.**

La chaîne du froid ne devra pas être interrompue, la marchandise sera soit entreposée en chambre froide, soit être mise en place entre 30 minutes et 1 heure avant le début de la réception. Les prestations devront être livrées en container isotherme pour les plats chauds particulièrement.

Le prestataire devra utiliser des produits frais et justifier de la traçabilité de ses produits.

6-3- Détails de la prestation : Préparation et livraison de repas chauds

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers réalise une collecte de rattrapage les lendemains ou veilles de jours fériés. Dans ces conditions, les agents de collecte des déchets travaillent en journée continue. Il convient donc d'organiser une pause méridienne " déjeuner " à 12h15.

Le bon de commande précisera le jour exact du déroulement du repas, et le nombre de parts.

La prestation concernera pour chaque repas un nombre de parts variant entre 35 et 60, et se composera de :

- Plat Principal (2 plats au choix — minimum 15 parts par plat)
- Assiette de trois fromages au choix
- 2 Boules de pain avec deux portions de beurre par personne
- Eau minérale plate
- Eau gazeuse
- Vin (Bordeaux AOC) et bière
- Dessert (2 pâtisseries au choix — minimum 15 parts par pâtisserie)

Les assiettes, couverts, serviettes en papier, nappes en papiers, et gobelets jetables devront être fournis.

Le repas devra être servi chaud impérativement le jour donné. Il n'existe pas de cuisine à disposition. Les aliments utilisés pour la préparation des repas et l'accompagnement devront être frais (légumes, pain...). L'accompagnement sera servi dans des plats correctifs (pas de parts individuelles).

Lors de la livraison des repas, le prestataire devra assister à la réception des produits afin de constater avec le service les éventuels problèmes de qualité et/ou température, etc...

Le prestataire mettra à la disposition du service des couverts (assiettes, verres fourchettes, couteaux et cuillères) en nombre suffisant par rapport au nombre de parts commandées.

La livraison des repas chauds se fera pour 12h00 dans des caisses isothermes permettant de conserver les plats à température, le début du repas est prévu à 12h15, voire 12h30 au maximum

Le transport devra obligatoirement avoir lieu par véhicule spécifique dédié aux denrées alimentaires avec caisson isotherme.

Les plats et couverts non jetables éventuellement mis à disposition par le prestataire pourront être récupérés à partir de 14h30 le jour même. Ils ne pourront pas être lavés par les utilisateurs.

L'offre sera accompagnée d'un catalogue exhaustif des différents plats, entrées, desserts et autres proposés par le candidat avec le détail des prix.

Le prestataire présentera avec son offre un mémoire technique où figurera le détail de ses infrastructures et du matériel à sa disposition pour la préparation des plats et la livraison, ainsi que tous les diplômes, brevets et/ou autres distinctions concernant son activité.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 à 25 du CCAG FCS.

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCP
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.2 du CCP